
L'ONU et le Canada seraient complices de dissimulation de preuves: Les américains et le FPR ont planifié et lancé l'attaque contre l'avion d'Habyarimana

Wayne Madsen

Journaliste Freelance

Traduction de l'original anglais: L'Observatoire de l'Afrique Centrale

Septembre 2000

Selon d'anciens enquêteurs de l'ONU qui ont travaillé sur l'affaire, des fonctionnaires de haut rang des Nations unies et du gouvernement canadien ont été impliqués dans la dissimulation de preuves et de faits importants entourant l'attaque du 6 avril 1994 contre l'avion qui transportait les présidents du Rwanda et du Burundi. Ce double assassinat a débouché sur un génocide et un contre-génocide qui ont probablement causé la mort de 1,5 millions de personnes.

La révélation la plus dramatique concerne la «boîte noire» du Mystère-Falcon 50 abattu. selon des fonctionnaires responsables du trafic aérien de l'ONU dans la région, la boîte noire fut secrètement rapatriée au quartier général de l'ONU à New York, où elle se trouverait encore. Officiellement, le gouvernement rwandais allègue que la boîte noire a disparue. Selon des sources onusiennes, l'ONU s'abstiendrait de publier les données de la boîte noire à cause de pressions exercées par les États-Unis.

Il y a peut-être bonnes raisons à cela. D'anciens enquêteurs de l'ONU qui étaient sur le terrain au Rwanda, affirment qu'ils étaient convaincus que les missiles qui ont abattu l'avion présidentiel provenaient des États-Unis et avaient été remis au FPR. Ceci vient renforcer des affirmations semblables fait par de hauts responsables du gouvernement français devant la Commission d'enquête de l'Assemblée Nationale qui a fait enquête sur le génocide rwandais et les allégations d'anciens agent de renseignement du Front patriotique rwandais (FPR).

Selon ces sources onusiennes bien placées, la juge Louise Arbour de la Cour suprême du Canada qui fut procureur spécial du Tribunal pénal international sur le Rwanda, chargé d'enquêter sur le génocide, a ordonné que les événements qui ont précédé la destruction de l'avion présidentiel, le 6 avril, ne fasse pas l'objet d'une enquête. Arbour aurait contraint les enquêteurs à n'enquêter que sur les événements qui ont suivi l'attentat contre l'appareil.

De plus, Arbour - qui est maintenant juge à la Cour Suprême du Canada - a donné ordre à ses subordonnés, dont faisait parti l'ancien commissaire-adjoint de la Gendarmerie royale du Canada, Al Breau, de mettre fin à leur enquête lorsqu'il devint évident que cette dernière commençait à démontrer que le FPR et de ses protecteurs américains étaient impliqués dans la planification de l'attaque contre l'appareil (présidentiel). Parmi les preuves recueillies, il y aurait entre autres le fait que le soir de l'attaque les forces du FPR contrôlaient trois importantes voies d'approche vers l'aéroport international de Kayibanda, et que des mercenaires européens, à l'emploi du FPR et des services de renseignement américains auraient utilisé des entrepôts loués par une entreprise suisse,

pour planifier et déclencher les tirs de missiles contre le Mystère-Falcon.

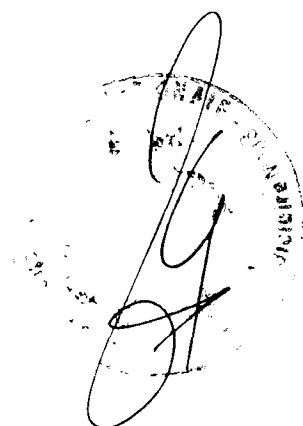
De plus des enquêteurs des Nations unies et du Canada auraient mis à jour des preuves démontrant que l'aide humanitaire et l'aide au développement accordées par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), fut détournée par le FPR pour acheter des armes. Au moment où les vérificateurs internes de l'ACDI eurent vent de l'affaire, le gouvernement canadien mit abruptement fin à leur enquête.

Selon des sources au sein de l'ONU et du gouvernement américain, les opérations secrètes de l'ONU pour le compte des États-Unis et du Canada au Rwanda, étaient appuyées par l'unité des Opérations de maintien de la paix dirigée à l'époque par le sous-secrétaire Kofi Annan qui agissait sous les instructions de l'ambassadeur américain de l'époque, Madeleine Albright, et de Susan Rice qui, à cette époque, était membre du Conseil national de sécurité des États-Unis. Rice est maintenant sous-secrétaire d'État aux Affaires africaines et est donc placée directement sous la responsabilité de Albright. Le secrétaire général de l'époque, Boutros Boutros Ghali, fut délibérément tenu à l'écart par les États-Unis qui réussirent ensuite à l'évincer de son poste en 1996, et à le remplacer par Kofi Annan.

Des sources au sein du Congrès américain rapportent que des membres de la chambre des représentants veulent maintenant aller de l'avant avec une commission d'enquête en bonne et dû forme sur le rôle des États-Unis dans le génocide rwandais, comme celles qui ont été mises sur pied précédemment par l'ONU, L'OUA, la France et la Belgique.

Vu et annexé à notre PV N° 106/1-1-4
en date du 10/04/01

L'Officier de police judiciaire





MELLEN



Home

About Us

New!

Publish With Us!

Publications

Order

Download

Guestbook

Contact Us

Madsen, Wayne

GENOCIDE AND COVERT OPERATIONS IN AFRICA 1993-1999

D2192

This book is the first published in the United States that provides an indepth examination of the covert intrigue that transpired in Africa during the 1990s. the events that occurred in the Great Lakes region are presented in the context of how outside players -- notably the United States and France -- used their considerable military and intelligence to tip the balance of economic power in Africa. The result was a loss of influence for France and ad dramatic gain for the United States., America's gaining of influence was not without tremendous price. The book describes the Rwandan genocide of 1994 and suggest that the United States was not merely an innocent bystander to the events that led to the most systematic mass killing of humans since world War II. The book also introduces the world of international mining and the dubious nature of the network of investors and agents of influence that support the mining industry. The unlikely confluence of African, American, Southeast Asian and even Arkansas politics had tremendous consequences for many disparate players, including the Clinton administration, the Habyarimana regime in Rwanda Marshal Mobutu of Zaire, and the peoples of Sierra Leone, Congo, and Angola. This is the first major work focusing on US covert military operations in Africa, exposing the covert war and corporate interests that have benefited from the US intervention in both the diamond and killing fields of Africa.

Table of contents:

Foreword, Preface, Introduction

- 1.The Somali Syndrome
- 2.America's African beachhead: Uganda
- 3.The Death of "Monsieur Afrique"
- 4.US Target # One: Jonas Savimbi
- 5.The Africa-Arkansas-Indonesia Connection
- 6.Destabilizing Rwanda
- 7.Ambassador "Nero"
- 8.The Road from Kigali to Zaire
- 9.Kabila's Kiosk
- 10.Human "Collateral Damage"
- 11.Pax Americana in Africa
- 12.The Fall of Kinshasa
- 13.The Gucci Mercenaries
- 14.Fashoda II
- 15.Diamond Wars on the Western Front
- 16.The French-American Spy Wars
- 17.Clinton's victory Tour

Vu et annexé à notre P.V. N° 1111/104
en date du 10/04/01
.....
.....

18.Aftermath

Appendix: An excerpt of the UN's Report on Mercenary Activities in Africa

Acronyms, bibliography; Index

[African Studies No. 50]

0-7734-8002-1 \$119.95/£69.95 568pp. 1999

About the author: Wayne Madsen is an investigative journalist in Washington DC. He specializes in national security and intelligence issues. He has written for Indigo Publications, Paris; *The Village Voice*; Elsevier Publications, Oxford, UK; and *Covert Action Quarterly*. His articles have covered the CIA activities, the US role in the assassination of Chechen President Dudayev, and US intelligence penetration of UN inspections teams in Iraq. He served as an ABC News on-air East Africa expert in the aftermath of the US embassy bombings in Kenya and Tanzania. His book, *Handbook of Personal Data Protection* (New York; Stockton; London: Macmillan, 1992) is an acclaimed reference book on the international legal aspects of privacy of information. Madsen has been widely quoted in the international broadcast and print media on issues dealing with economic espionage, government surveillance, computer and communications security. He is a Senior Fellow of the Electronic Information Privacy Center in Washington DC.

[\[Home\]](#) [\[About Us\]](#) [\[New!\]](#) [\[Publish With Us!\]](#) [\[Publications\]](#)
[\[Order\]](#) [\[Download\]](#) [\[Guestbook\]](#) [\[Contact Us\]](#)

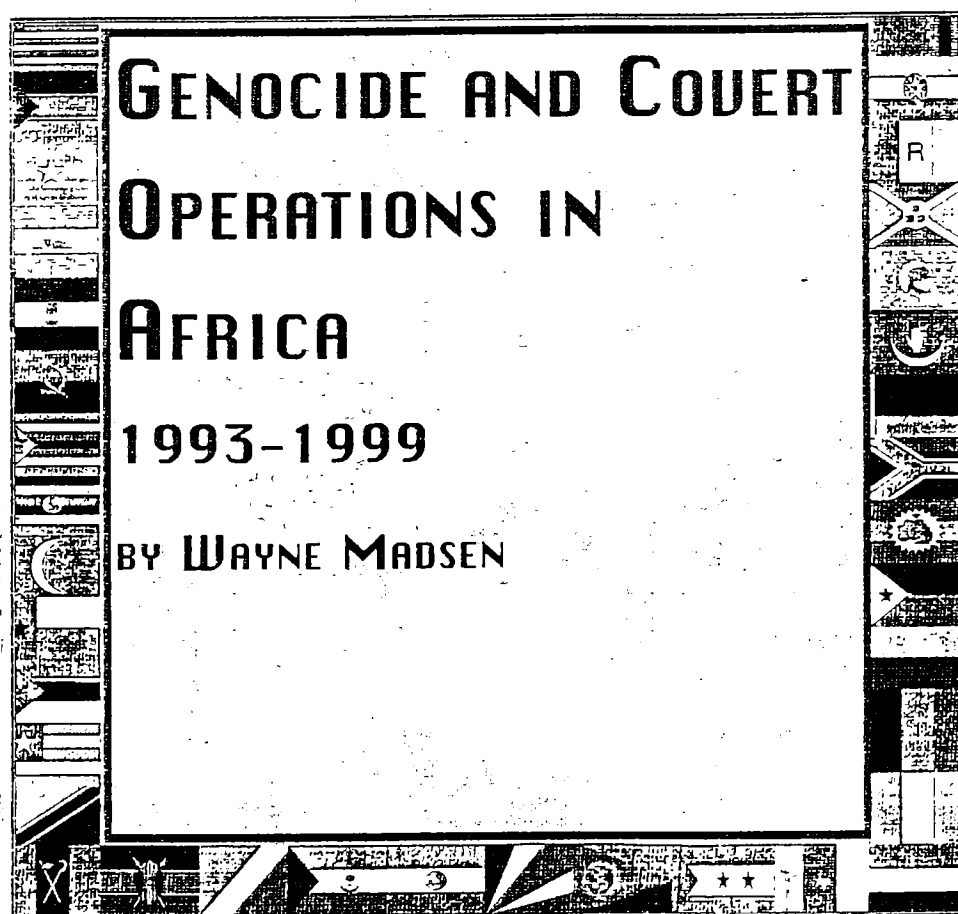
For questions or comments, please email our webmaster@mellenpress.com

©The Edwin Mellen Press, All Rights Reserved

Vu et annexé à notre P.V. N° 1114/104
en date du 10/01/01

L'Officier de police judiciaire

D2194



Vu et annexé à l'ordre N° 114/104
en date du 10/04/01

L'Officier de police judiciaire

D2195

Library of Congress Cataloging-in-Publication Data

Madsen, Wayne.

Genocide and covert operations in Africa, 1993-1999 / Wayne Madsen.

p. cm. -- (African studies ; v. 50)

Includes bibliographical references and index.

ISBN 0-7734-8002-1

1. Rwanda--History--Civil War, 1994. 2. Congo (Democratic Republic)--Politics and government--1960-1997. 3. United States--Foreign relations--Africa, Central. 4. Africa, Central--Foreign relations--United States. 5. Africa, Central--Politics and government--1960- 6. Intelligence service--United States--History--20th century. 7. Mineral industries--Political aspects--Africa, Central--History--20th century. 8. Tutsi (African people)--Politics and government. 9. Africa, Central--Foreign relations--France. 10. France--Foreign relations--Africa, Central.

I. Title. II. Series: African studies (Lewiston, N.Y.) ; v. 50.

DT450.435.M33 1999

967.57104--dc21

99-26128

CIP

This is volume 50 in the continuing series

African Studies

Volume 50 ISBN 0-7734-8002-1

AS Series ISBN 0-88946-175-9

A CIP catalog record for this book is available from the British Library.

Copyright © 1999 Wayne Madsen

All rights reserved. For information contact

The Edwin Mellen Press

Box 450

Lewiston, New York

USA 14092-0450

The Edwin Mellen Press

Box 67

Queenston, Ontario

CANADA L0S 1L0

The Edwin Mellen Press, Ltd.

Lampeter, Ceredigion, Wales

UNITED KINGDOM SA48 8LT

Printed in the United States of America

Vu et annexé à notre P.V. N° 116/104

en date du 10/04/01

L'Officier de police judiciaire